

Jean Rubin **16 juillet 1931 – 29 février 2008**

Fils de boulanger implanté au cœur de la Saône et Loire, Jean Rubin a consacré sa vie à l'enseignement agricole. Il en a été un acteur éminent, participant activement aux périodes clés de son développement dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle.

Elève de l'école primaire de Sagy puis au lycée de Louhans il obtient son baccalauréat - série mathématique - en 1950. Ses parents ne souhaitent pas qu'il poursuive des études. Pourtant, sur l'insistance de ses professeurs, il entre en classe préparatoire au lycée du Parc à Lyon puis intègre en 1955 l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier dont il sort diplômé en 1958. Il choisit de servir dans l'administration et intègre l'école d'application de l'Institut National Agronomique de Paris. Nommé dans le corps des ingénieurs des services agricoles, il est affecté en 1958, en qualité de professeur ingénieur, à l'Ecole régionale d'agriculture de Metz-Courcelles Chaussy. C'est alors qu'il rencontre l'enseignement agricole et sa carrière professionnelle toute entière lui sera consacrée.

En 1964 il rejoint la Creuse où il est nommé directeur de l'école régionale d'agriculture d'Ahun. Par son action dans la structuration de cet établissement fortement rural, il s'inscrit totalement dans le sillage d'Edgard Pisani : construction d'un restaurant, d'un gymnase et d'un centre socio culturel. Il participera, ainsi, à la refondation de l'enseignement agricole. Et pour finir, il préfigurera l'EPLEFPA du futur en créant l'un des premiers CFPPA de France ainsi que le CFA de la Creuse.

Puis vinrent les années parisiennes. Jean Rubin fut d'abord chef du bureau des affaires financières au sein de la direction générale de l'enseignement et de la recherche. Il fut notamment en charge de la tutelle des établissements publics d'Etat qu'étaient les lycées agricoles mais également des établissements privés. Son exigence dans la rédaction des textes - notamment juridiques - dans des périodes décisives pour l'enseignement agricole, son exigence dans la qualité des procédures, son absence de dogmatisme, étaient à la hauteur des ambitions qu'il avait pour l'enseignement agricole.

Puis, au début des années 1980, il participa à cette grande aventure que fut la première étape de la décentralisation. Il joua un rôle éminent dans cette dernière, pour contribuer aux côtés de Michel Gervais alors directeur général de l'enseignement et de la recherche, à la création du modèle des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle

agricoles (EPLEFPA), qui structure encore l'enseignement agricole public français, et que beaucoup d'observateurs du système éducatif citent en exemple.

Enfin vint la période de l'inspection de l'enseignement agricole ou plutôt des inspections. A partir de 1983, Jean Rubin eut pour mission de réunir trois composantes jusqu'alors séparées : l'inspection administrative, l'inspection des domaines et l'inspection pédagogique pour former ce qui s'appellera la coordination des inspections. Dans le même temps, Jean Rubin faisait aboutir, en 1987, la création d'un statut d'inspecteur de l'enseignement agricole qui participa fortement à la structuration de l'inspection. Enfin, au début des années 1990, alors qu'Hervé Bichat était directeur général de l'enseignement et de la recherche, la coordination des inspections devient l'Inspection de l'enseignement agricole, et son coordonnateur devient le doyen de l'Inspection. Jean Rubin a conduit cette transformation sans rupture, en faisant évoluer les profils de compétences des inspectrices et inspecteurs recrutés, en ayant le souci de la capitalisation des expériences et de la diversité des parcours. Ainsi était parachevé un système qui est aujourd'hui celui selon lequel fonctionne cette Inspection. Jean Rubin a ainsi créé un modèle original d'Inspection, unique en Europe, où se fécondent les « regards croisés » des différentes catégories d'inspecteurs sur cet objet original qu'est l'enseignement agricole. Il a introduit dans l'Inspection l'analyse systémique, fondant ainsi un pan important et identitaire de l'Inspection, à savoir l'évaluation des établissements au sein des évaluations de politiques publiques. Il a laissé en héritage des éléments de méthode pour une analyse rigoureuse des problèmes et chacun se souvient de son « Que disent les textes ? », expression encore utilisée aujourd'hui dans des analyses compliquées. Enfin, il a défini une posture de l'Inspection à côté de la ligne hiérarchique qui, tout en étant une composante de la mise en œuvre de la politique de l'enseignement agricole, lui donne tout son sens et sa crédibilité, la déontologie étant la colonne vertébrale de cette posture.

Dans son statut de doyen, Jean Rubin intervenait régulièrement dans la formation des directeurs d'EPLEFPA. Il avait la passion de l'enseignement et aimait mettre son expérience et ses connaissances au service des cadres de l'enseignement agricole. Il y voyait là l'occasion de faire passer un maximum de messages auprès des responsables. C'est alors que ses grandes qualités pédagogiques apparaissaient : une grande clarté des exposés, une rigueur exégétique des textes juridiques, un appui de son argumentation par des dessins au tableau noir, le souci de capter l'auditoire et de répondre à toutes les questions. Il avait toujours ce conseil à l'égard des chefs d'établissement, qui en faisait trembler plus d'un : « Vous avez le devoir d'agir ». Et il terminait toujours ses exposés de la même façon : « Vu ? ». Il était également très attaché à la qualité des relations humaines et sociales au sein des établissements, car il savait que le seul respect des règles ne suffisait pas à garantir le « climat » ou l'ambiance des établissements. L'initiative qu'il a prise de lancer l'Inspection dans les audits sociologiques dans les années 90, avec la supervision scientifique du professeur Renaud Sainsaulieu, constituait une vision d'avant garde, moderne correspondant à son souci de toujours mettre en place des démarches rigoureuses pour appréhender toutes les facettes d'un établissement, même ce qui est compliqué, en particulier le fonctionnement non formel.

En 1995, il quittait l'Inspection de l'enseignement agricole et, en qualité de conseiller technique auprès du directeur général, a conduit une étude pour des propositions sur la réorganisation des établissements publics. Le 1^{er} septembre 1995, il faisait valoir ses droits à la retraite.

Pourtant, il ne quittait pas ses préoccupations terriennes. C'est à Sagy, au cœur de ce pays bressan qu'il aimait tant, qu'il continua à s'intéresser à tout ce qui touchait à l'agriculture et au monde rural. C'est ainsi qu'il publia successivement « le maïs en Bresse » (1997), « Des vaches savantes aux quotas laitiers » (2005), « les labours dans l'agriculture bressanne », ou encore « Vivre à la campagne aujourd'hui » et « Le patois bressan à Sagy ». Parallèlement, il était très impliqué dans la vie du territoire, participant à de nombreuses associations : Confrérie de Saint Fiacre, Société des Amis des Arts et des Sciences de la Bresse louhannaise, Les Amis de l'Agriculture de Sagy et Saint Martin du Mont ou encore de l'écomusée de la Bresse Bourguignonne.

C'est à Sagy qu'il s'est éteint le 29 février 2008.